

## DEMANDE DE PROPOSITION

### RETOURNER LES SOUMISSIONS À :

**Titre : Analyse relative au picophytoplancton, au nanophytoplancton et au bactérioplancton**

**Environnement Canada  
Approvisionnement et passation de marchés  
867, chemin Lakeshore  
C.P. 5050  
Burlington (Ontario)  
L7R 4A6**

**Date : 30 septembre 2013**

**Demande de proposition n° : KW405-13-0897**

**Fin de l'appel d'offres**

**Heure : 14 h (heure avancée de l'Edt)**

**Date : 15 octobre 2013**

**Envoyer les demandes de renseignements à : Heidi Noble**

**N° de téléphone : 905-319-6982**

**N° de télécopieur : 905-336-8907**

**Courriel : Heidi.Noble@ec.gc.ca**

### **NOM ET ADRESSE DE L'ENTREPRENEUR**

(Imprimer ou inscrire l'entité juridique en entier)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**N° de téléphone :** .....

**N° de télécopieur :** .....

Je (Nous), soussigné(s), offre(ons) par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Environnement, conformément aux modalités établies ou mentionnées dans la présente ou ci-jointes, les services et/ou les fournitures énumérés dans la présente ou sur les feuilles jointes, au prix établi.

.....  
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur (taper ou imprimer).

.....  
**Signature**

.....  
**Date**

---

## SECTION 1 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PROPOSITION

### 1. RÉCEPTION

Le bureau désigné recevra les propositions ou révisions scellées jusqu'à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la Demande de proposition.

### 2. PROPOSITIONS INACCEPTABLES

Les propositions reçues après l'heure de clôture des propositions ne seront pas prises en compte.

Les propositions envoyées par télécopieur ou au format électronique **ne** seront pas acceptées.

Les propositions qui **NE** sont **PAS** accompagnées d'un formulaire de proposition financière (offre de service) dûment complété au format indiqué par le Ministère ne seront pas acceptées.

Les propositions incomplètes seront considérées comme inacceptables et rejetées, et elles ne seront pas réévaluées.

Toute proposition financière (offre de service) qui dépasse le plafond déterminé ou le prix maximal, le cas échéant, doit être considérée comme inacceptable, puis rejetée.

Les propositions qui ne portent pas de signature sur la première page du document de demande de proposition doivent être considérées comme inacceptables, puis rejetées.

### 3. ACCEPTATION

Le Ministère n'acceptera pas nécessairement la proposition la moins coûteuse ou l'une des propositions déposées.

### 4. ACHÈVEMENT

Le document de demande de propositions doit être rempli, **en double**, et soumis au format défini par le Ministère.

Les propositions doivent inclure les éléments suivants :

- a) une indication de la compréhension des objectifs et responsabilités ainsi qu'une méthodologie et un calendrier de travail relatifs aux exigences;
- b) un curriculum vitæ ministériel indiquant l'expérience pertinente ainsi que les curriculums vitæ de chaque membre du personnel proposé pour l'équipe de travail;
- c) le cas échéant, une liste des sous-traitants comprenant leur nom et adresse complets, les tâches dont ils seront responsables et leur expérience pertinente.

---

Les propositions qui ne sont pas accompagnées de la documentation mentionnée précédemment ou qui s'éloignent du format de tarification prescrit doivent être considérées comme incomplètes et inacceptables, puis rejetées.

**Il incombe au soumissionnaire de s'assurer qu'il comprend bien les exigences et les instructions précisées par le Ministère. Dans le cas où des explications seraient nécessaires, les soumissionnaires seront priés de communiquer avec l'autorité contractante avant d'effectuer leurs soumissions.**

## **5. DOCUMENTATION OBLIGATOIRE (T4A)**

L'entrepreneur retenu **doit** remettre la documentation T4A mentionnée dans le présent document à titre de référence **avant la date d'attribution du contrat**. Faute de transmettre ces renseignements, la soumission de l'entrepreneur sera considérée comme inacceptable.

## **6. RÉFÉRENCES**

Si votre proposition s'élève à 200 000 \$ ou plus, et que votre entreprise emploie 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou plus, il est obligatoire que les exigences contenues dans la documentation jointe du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi soient respectées ou votre proposition ne sera pas prise en compte.

Le ministère de l'Environnement se réserve le droit, avant d'adjuger le contrat, d'exiger que l'entrepreneur présente les preuves de ses titres et qualités qu'il peut juger nécessaires ainsi que d'examiner les faits probants concernant la situation financière, les capacités techniques et les autres titres et qualités de l'entrepreneur.

## **7. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS**

Toutes les demandes de renseignements concernant cet appel d'offres doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante désignée, dénommée à la première page de ce document, le plus tôt possible au cours de la période de soumission. Les demandes de renseignements doivent être reçues au moins huit (8) jours civils avant la date de clôture de la soumission, ce qui donnera suffisamment de temps pour fournir une réponse. Les demandes de renseignements reçues après cette date peuvent ne pas recevoir de réponse avant la date de clôture de l'appel d'offres.

Toutes les demandes de renseignements et autres communications avec les représentants du gouvernement tout au long de la période d'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'autorité contractante, nommée à la première page de l'appel d'offres. Le non-respect de cette condition pendant la période d'appel d'offres pourrait (uniquement pour cette raison) entraîner le rejet de votre proposition.

## SECTION 2 PROPOSITION FINANCIÈRE

### OFFRE DE SERVICE

#### 1. SERVICES PROFESSIONNELS ET COÛTS ASSOCIÉS

##### 1.1 Services professionnels

Vous trouverez ci-dessous la répartition des services professionnels (tarification tout compris – profits et coûts indirects). Les coûts indirects regroupent des coûts comme l'assurance de responsabilité et les jours non travaillés en raison des jours fériés, des congés de maladie, des vacances et des jours consacrés au développement personnel.

Date – 31 mars 2014

	<u>Tarif journalier</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Total</u>
1200 d'échantillons picoplanctoniques			
.....	..... \$	.....	..... \$

01 avril 2014 – 31 mars 2015

	<u>Tarif journalier</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Total</u>
1050 d'échantillons picoplanctoniques			
.....	..... \$	.....	..... \$

140 les cellules colorées FISH

.....	..... \$	.....	..... \$
-------	----------	-------	----------

01 avril 2015 – 31 mars 2016

	<u>Tarif journalier</u>	<u>Nombre de jours</u>	<u>Total</u>
900 d'échantillons picoplanctoniques			
.....	..... \$	.....	..... \$

## 1.2 Frais de voyage

**S.O.**

Remboursement au coût réel conformément à la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor ci-jointe qui est en vigueur au moment du voyage (consulter l'annexe A pour obtenir les taux actuels), et appuyé par des reçus, des pièces justificatives ou d'autres documents appropriés, dans la limite financière de :

\_\_\_\_\_ \$

Mes (Nos) estimations des frais de voyage sont basées sur les exigences de déplacement prévues suivantes :

## 1.3 Sous-traitants

Inscrire les sous-traitants sur la liste, y compris tous les frais directs, les frais de voyage et de subsistance qui seront à sa charge :

Coûts totaux estimés à la charge du sous-traitant : \_\_\_\_\_ \$

## 1.4 PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (en dollars canadiens)

..... \$

+ TVH \_\_\_\_\_ \$

**TOTAL** \_\_\_\_\_ \$

**En général, les ministères fédéraux obtiennent des services sans taxes provinciales ad valorem.**

1. L'offre de service restera ferme pendant une période de soixante (60) jours civils après la date de clôture de la soumission.
2. Tout contrat qui en découle sera lié aux services et ne sera pas un contrat de travail. Vous devez prendre les dispositions nécessaires pour le Régime de pensions du Canada, l'assurance-emploi, la Commission des accidents du travail, les impôts sur le revenu, l'assurance de responsabilité, etc. Votre tarif journalier ou horaire doit refléter ces

coûts indirects, ainsi que les jours non travaillés en raison des fériés, des congés de maladie, des vacances et des jours consacrés au développement personnel.

3. Le paiement des services professionnels et des coûts associés sera effectué à l'exécution, et après acceptation par le représentant du Ministère, ou après chaque phase de travail et l'envoi d'une facture montrant en détail le travail effectué et réalisé à ce jour.
4. Assurances de responsabilité : Vous êtes prié de prêter une attention particulière aux clauses sur la responsabilité et l'indemnisation dans les conditions générales. Il est recommandé que votre proposition financière prenne en compte le coût d'obtention de l'assurance responsabilité adéquate de l'entrepreneur pour votre protection et celle de Sa Majesté contre des réclamations pour dommages déposées par des tiers, et contre des pertes ou des dommages à la propriété de la Couronne dont vous pourriez être responsable légalement.

## **SECTION 3 EXIGENCES/ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

### **1. EXIGENCES**

Pour fournir la configuration et préparation des échantillons et l'analyse par cytométrie de flux d'échantillons picoplanctoniques aquatiques et les cellules colorées FISH (lorsque cela est requis) y compris QC et l'identification des groupes de phytoplancton spécifiques, conformément à l'énoncé de travail détaillé ici.

### **2. PÉRIODE DU CONTRAT**

Le contrat proposé sera en vigueur à partir de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2016.

#### **Option de prolongation du contrat**

Il est entendu et convenu que l'entrepreneur accorde à Environnement Canada la possibilité irrévocable de prolonger la durée du contrat proposé pour deux périodes successives d'une année (du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 31 mars 2012 et du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 30 mars 2013) dans les mêmes conditions. Environnement Canada peut se prévaloir de cette option en tout temps, en envoyant un avis à l'entrepreneur au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. L'entrepreneur accepte que, pendant la période prolongée du contrat, les taux ou les prix respectent les dispositions établies dans le contrat.

### **3. BASE DE PAIEMENT**

En cas d'attribution d'un contrat, la base de paiement sera déterminée à partir de la proposition financière du soumissionnaire comme il est indiqué à la section 2.

**Le budget maximum affecté à ce projet ne doit pas dépasser 68 000 \$ (ce montant comporte l'option de prolongation de deux ans) (TVH en sus), pour l'ensemble du travail, des coûts associés, des déplacements et des sous-traitants. Les soumissions dépassant ce montant seront considérées comme inacceptables. La divulgation des fonds du projet n'oblige pas Environnement Canada à payer un tel montant.**

### **4. MÉTHODE DE PAIEMENT**

Les paiements seront effectués tous les mois, en arriérés, après soumission d'une facture détaillée indiquant le travail réalisé à ce jour, et après acceptation du travail et de la facture par le responsable avant le paiement de cette dernière.

### **5. AUTORITÉ CONTRACTANTE**

Heidi Noble  
 Agente de négociation  
 Approvisionnement et passation de marchés  
 Environnement Canada  
 Centre canadien des eaux intérieures  
 867, chemin Lakeshore  
 Burlington (Ontario)  
 L7R 4A6

Téléphone : 905-319-6982

Télécopieur : 905-336-8907

## 6. ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### Contexte

L'entrepreneur sélectionné effectuera une évaluation par cytométrie de flux des échantillons préservés dans du paraformaldéhyde (congelés à une température de -80 °C) qui ont été recueillis lors des programmes d'échantillonnage et de surveillance dans les Grands Lacs, le lac Winnipeg, le lac des Bois, la région des lacs expérimentaux, et au cours d'autres programmes menés à Environnement Canada.

Les analyses incluront la mise en place de l'instrument, la préparation de l'échantillon (y compris la coloration aux fins de quantification des bactéries lorsque cela est nécessaire), une évaluation par cytométrie de flux des échantillons aquatiques de picoplancton et de bactérioplancton, ainsi qu'un contrôle de la qualité et la détermination de groupes spécifiques comme il est indiqué ci-dessous.

Au besoin, l'entrepreneur sélectionné fournira un dénombrement par cytométrie de flux des cellules colorées et révélées grâce à la technique dite de FISH (*hybridation in situ en fluorescence*); ces données seront utilisées pour évaluer l'activité de la phosphatase alcaline pour des groupes de tailles et de pigments précis.

Tous les échantillons seront analysés en suivant les protocoles de cytométrie de flux conçus tout particulièrement pour les échantillons aquatiques, et les données finales seront présentées sous forme de concentrations cellulaires (nombre de cellules/ml). Une analyse des catégories de cellules suivantes doit être fournie :

<b>Groupe de phytoplancton</b>	<b>Déclaration</b>
Quantité totale de phytoplancton	Quantité totale de phyplancton dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)
<i>Synechococcus</i> produisant de la phycoérythrine	Quantité de <i>Synechococcus</i> produisant de la phycoérythrine



	dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)
<i>Synechococcus</i> produisant de la phycocyanine	Quantité de <i>Synechococcus</i> produisant de la phycocyanine dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)
Phytoeucaryotes	Quantité de Phytoeucaryotes dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)
Cryptophytes (eucaryote)	Quantité de cryptophytes dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)
Bactérioplancton (coloration de l'ADN)	Quantité de bactérioplancton dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)
(Au besoin) Élaboration et application de protocoles permettant de quantifier les cellules colorées et non colorées de phytoplancton révélées par la technique de FISH, réduites en groupes révélés par fluorescence ou en groupes hétérotrophes/autotrophes.	Quantité de cellules dans N/ml (corrigé pour le volume de l'échantillon)

## 7. ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Environnement Canada évaluera les soumissions reçues conformément aux facteurs suivants :

- a) conformité avec les modalités de cet appel d'offres;
- b) évaluation de tous les éléments livrables, y compris les appels d'offres techniques;
- c) autres critères (p. ex. date de livraison, prix d'une proposition conforme d'un point de vue technique).

### 7.1 Critères d'évaluation

Les propositions répondant aux exigences obligatoires seront évaluées conformément aux critères suivants. On conseille aux soumissionnaires de traiter ces critères de manière suffisamment approfondie dans leurs propositions.

#### Critères obligatoires

Les propositions seront évaluées en fonction de l'expérience, des protocoles (y compris le contrôle de la qualité), de l'expertise et des coûts estimés de l'entrepreneur. Les coûts doivent comprendre les frais relatifs à la mise en place, les frais d'analyse et d'échantillonnage et les dépenses administratives et de production de rapports; ces coûts doivent également être estimés pour toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire choisi doit répondre aux critères obligatoires suivants. La somme de tous les prix concernant tous les points détaillés dans les services obligatoires décrits sera évaluée. Les prix doivent être indiqués en dollars canadiens, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée non comprise, la destination du franco à bord, les droits de douane et taxes d'accise compris. Le financement maximal disponible pour le contrat découlant de l'appel d'offres est établi par année (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, le cas échéant). Les soumissions dépassant ce montant seront considérées comme inacceptables. Cette divulgation n'engage pas le Canada à verser le maximum de fonds disponibles.

**Base de la sélection**

1. Pour être considérée comme acceptable, une proposition doit :

- .....a)      respecter toutes les exigences de l'appel d'offres;
- .....b)      satisfaire à tous les critères obligatoires

2. Les propositions qui ne respectent pas les exigences a) ou b) seront considérées comme inacceptables. La proposition acceptée ayant le prix le plus bas sera recommandée aux fins d'attribution du contrat, à condition que le prix évalué ne dépasse pas le budget disponible dans cette exigence.

	Le laboratoire d'analyse choisi doit être en mesure de fournir les éléments suivants
1	Numération en très haute résolution des cellules bactériennes et des cellules de pico et de nanoplancton effectuée à l'aide de techniques rapides de cytométrie de flux afin d'éviter la dégradation de l'échantillon pendant l'analyse
2	Quantification du picoplancton total, catégories de tailles différentes de picoplancton et groupes à pigmentation unique, comme il est indiqué ci-dessous :
	2a Quantité totale de phytoplancton dans N/mL
	2b Quantité de <i>Synechococcus</i> produisant la phycoérythrine dans N/mL
	2c Quantité de <i>Synechococcus</i> produisant de la phycocyanine dans N/mL
	2d Quantité de phytoeucaryotes inférieure à 20 uM dans N/mL
	2e Cryptophytes dans N/mL
3	Quantification des bactéries totales dans N/mL par coloration de l'ADN
	Quantification des cellules colorées et non colorées révélées à l'aide de la technique FISH dans N/mL (cellules exposées par le chlorophylle ou le chlorophylle a [Chla] ou bactéries exposées par fluorescence et par coloration de l'ADN)

8	Résultats fournis de manière opportune avec un délai d'exécution maximum de six mois. La préférence sera accordée aux laboratoires pouvant exécuter leurs analyses pendant une période comprise entre 30 et 90 jours
9	Capacité d'adapter l'entreposage prolongé des échantillons (au besoin) congelés (-80 °C) et préservés dans du paraformaldéhyde, sans dégradation ou perte de données
10	Utilisation documentée d'un contrôle de la qualité exigeant
11	Expérience documentée concernant l'évaluation par cytométrie de flux sur le plancton dont il est question ci-dessus avec des échantillons provenant des eaux intérieures, notamment du bassin des Grands Lacs et du lac Winnipeg
12	<p>Expertise documentée en matière d'élaboration de méthode de cytométrie de flux et d'analyse du plancton. Cette expérience doit être démontrée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) un minimum de 10 publications et rapports qui démontrent l'expérience et l'expertise dans le domaine de l'évaluation par cytométrie de flux et de l'analyse de la taille du plancton (analyse réalisée à partir de systèmes aquatiques divers)</li> <li>b) un minimum de 10 publications et rapports qui démontrent l'expérience et l'expertise dans l'élaboration de méthode à l'aide de différentes techniques de coloration, ainsi que dans le tri et le dénombrement des cellules par cytométrie de flux</li> </ul>

L'évaluation des propositions portera sur le respect de toutes les exigences obligatoires et du coût le plus bas.

Les propositions qui totalisent plus de 68 000 \$ (pour l'ensemble des travaux, des coûts associés, des déplacements et des sous-traitants), TVH comprise, ne seront pas prises en compte.

## 7.2 **Méthodes de sélection**

Toute proposition ne répondant pas aux exigences obligatoires de la Demande de propositions sera jugée non conforme et ne sera pas retenue. Environnement Canada cessera d'évaluer votre proposition dès qu'il est jugé que votre soumission est non conforme.

Un contrat sera attribué en fonction de la meilleure valeur en tenant compte du mérite technique et du prix des propositions répondant aux exigences obligatoires de la Demande de propositions.

## 8. **DOCUMENTATION T4A**

En plus des directives sur la facturation T4A supplémentaire décrites ci-dessous, Environnement Canada contactera l'entrepreneur sélectionné pour obtenir la

---

documentation T4A requise **avant l'attribution du contrat**. **Tout entrepreneur refusant de fournir cette information obligatoire se verra refuser l'attribution du contrat.**

### **Directives supplémentaire concernant la facturation**

Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les paiements effectués par les ministères et organismes en vertu de contrats de services applicables (incluant les contrats impliquant une combinaison de biens et services) doivent être inscrits sur un bordereau T4A supplémentaire. Pour se conformer à cette exigence, les entrepreneurs doivent fournir les informations suivantes sur chaque facture :

(a) le nom légal de l'entité ou de la personne, s'il y a lieu, c.-à-d. le nom associé au numéro d'assurance sociale ou au numéro d'entreprise (NE), de même que l'adresse et le code postal;

(b) le statut de l'entrepreneur, c.-à-d. individuel, entreprise non incorporée ou corporation;

(c) pour les personnes ou les entreprises non incorporées, le NAS de l'entrepreneur et, s'il y a lieu, le NE ou, s'il y a lieu, le numéro de Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH);

(d) pour les corporations, le NE ou, s'il n'est pas disponible, le numéro de TPS/TVH. S'il n'y a pas de numéro de NE ou de TPS/TVH, le numéro de Taxe sur les corporations T2 doit être inscrit; et,

(e) la certification suivante signée par l'entrepreneur ou un agent autorisé :

« Je certifie que j'ai examiné les informations fournies ci-dessus, incluant le nom légal, l'adresse et l'identificateur de Revenu Canada, (c) ou (d) s'il y a lieu, et qu'elles sont exactes et complètes et qu'elles divulguent entièrement l'identité de cet entrepreneur. »

## **PARTIE 4 MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **TP1 MÉTHODES DE PAIEMENT**

- 1.1 L'entrepreneur ne devra pas faire en sorte qu'il y ait ou qu'il encoure des dépenses au nom de Sa Majesté sans obtenir au préalable l'autorisation de l'autorité contractante.
- 1.2 Les frais de voyage, de subsistance et autres dépenses diverses qui résultent directement de la quittance des obligations indiquée dans la présente peuvent être remboursés au coût réel sans indemnisation pour la marge commerciale ou la marge de profit.

---

Les factures originales ou des copies certifiées conformes doivent être soumises pour le remboursement.

Les frais de voyage ou de subsistance seront remboursés conformément aux directives du Conseil du Trésor.

De telles dépenses requièrent l'approbation préalable du représentant ministériel.

## **TP2 MÉTHODES DE PAIEMENT**

- 2.1 Une réclamation sous la forme détaillée certifiée par l'entrepreneur en ce qui a trait à la précision de son contenu sera soumise au représentant ministériel.
- 2.2 Le paiement de Sa Majesté à l'entrepreneur pour les travaux sera effectué :
  - 2.2.1 Dans le cas d'un paiement d'étape autre qu'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une réclamation de paiement d'étape est reçue en vertu des modalités du contrat;
  - 2.2.2 Dans le cas d'un paiement final dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une réclamation finale de paiement ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux sont complétés, selon le dernier terme atteint.
  - 2.2.3 Si le représentant ministériel a une objection concernant la forme de la réclamation de paiement, il devra, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, aviser par écrit l'entrepreneur de la nature de l'objection.

## **TP3 PAIEMENT D'INTÉRÊTS POUR LES COMPTES EN SOUFFRANCE**

- 3.1 Dans cette Partie, un montant est « dû et payable » lorsqu'il est dû et payable par Sa Majesté à l'entrepreneur en vertu des dispositions du contrat.
- 3.2 Aux fins de cette Partie, un montant est en souffrance lorsqu'il n'est pas payé le premier jour suivant celui où il est dû et payable.
- 3.3 Dans cette Partie, la « date de paiement » signifie la date de la valeur négociable établie par le Receveur général du Canada et donnée pour le paiement d'un montant dû et payable.
- 3.4 Dans cette Partie, le « taux bancaire » signifie le taux d'escompte des intérêts établi par la Banque du Canada.
- 3.5 Sa Majesté sera tenue de payer à l'entrepreneur des intérêts simples au « taux moyen » plus 3 p. cent par année pour tout montant en souffrance, à partir du jour où le montant devient en souffrance jusqu'à la date du paiement. Les intérêts seront payés sans avis par l'entrepreneur pour le paiement qui a été pendant plus de 15

---

jours. Pour les paiements effectués dans les 15 jours suivant la date où le paiement devient en souffrance, les intérêts seront payés à la demande de l'entrepreneur. Les intérêts ne seront pas payables dans le cas de paiements anticipés en souffrance.

- 3.6 Sa Majesté ne sera pas tenue de payer à l'entrepreneur tout intérêt sur un intérêt non payé.

#### **TP4 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

La Taxe sur les produits et services (TPS) est, à moins d'avis contraire dans la présente, exclue du prix du contrat. La TPS, jusqu'à concurrence de la limite applicable, sera incorporée dans toutes les factures et réclamations de paiements d'étape effectuées à la date ou après la date de l'introduction de cette taxe et sera payée par le gouvernement Canada. L'entrepreneur convient de remettre toute TPS payée ou due à Revenu Canada. Toutes les factures soumises incluant la TPS listeront la TPS comme un élément distinct ou contiendront un énoncé à l'effet que la TPS est incluse dans le prix de la facture.

## **PARTIE 5 CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **GC1 INTERPRÉTATION**

- 1.1 Dans ce contrat,
- 1.1.1 « Contrat » signifie les documents du contrat auquel il est fait référence dans les Articles de l'entente;
- 1.1.2 « Invention » signifie tout art, processus, appareil, fabrication ou composition de matières nouveaux et utiles ou toute amélioration utile à cet égard;
- 1.1.3 « Ministre » inclut une personne agissant au nom de, ou si le poste est vacant, à la place du Ministre et des successeur du Ministre dans le bureau et le Sous-ministre ou Sous-ministre légitime du Ministre et tout Ministre ou ses représentants nommés aux fins de ce contrat;
- 1.1.4 « Travaux », à moins d'être exprimé autrement dans le contrat, signifie tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer, pour se conformer aux obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat;
- 1.1.5 « Représentant ministériel » signifie l'agent ou l'employé de Sa Majesté qui est désigné par les Articles de l'entente et inclut une personne autorisée par le représentant ministériel à effectuer toutes les fonctions du représentant en vertu du contrat;
- 1.1.6 « Prototype » inclut des modèles, des exemples et des échantillons;

- 1.1.7 « Documentation technique » signifie les concepts, les rapports, les photographies, les dessins, les plans, les spécifications, les logiciels informatiques, les enquêtes, les calculs et autres données, les informations et les données recueillies, informatisées, extraites ou produites, incluant les imprimés informatiques.

## **GC2 SUCESSEURS ET AYANTS DROIT**

Le contrat s'applique au bénéfice des parties à la présente et de leurs héritiers légitimes, leurs exécuteurs testamentaires leurs administrateurs, leurs successeurs et leurs ayants droit et lie ces derniers.

## **GC3 ACTE DE CESSION**

- 3.1 Le contrat ne sera pas cédé en tout ou en partie par l'entrepreneur sans le consentement écrit préalable du Ministre et toute cession effectuée sans son consentement est nulle et non avenante.
- 3.2 La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat ni ne confère d'obligations à Sa Majesté ou au Ministre.

## **GC4 RIGUEUR DES DÉLAIS**

- 4.1 Les délais impartis dans le contrat sont de rigueur.
- 4.2 Tout délai encouru par l'entrepreneur dans l'exécution des obligations de l'entrepreneur en vertu du contrat qui est imputable à un événement en dehors du contrôle de l'entrepreneur et qui n'aurait pas pu être évité par l'entrepreneur sans l'ajout de coûts non raisonnables par l'utilisation de plans de rechange incluant des sources alternatives ou d'autres moyens, constitue un délai justifiable. Ces événements peuvent inclure, sans y être limité, des calamités naturelles, des actes de Sa Majesté, des actes de gouvernements locaux ou provinciaux, des incendies, des inondations, des épidémies, des restrictions dues à une quarantaine, des grèves ou une agitation ouvrière, des embargos sur les marchandises et des phénomènes météorologiques violents inhabituels.
- 4.3 L'entrepreneur avisera le Ministre immédiatement après l'occurrence d'un événement qui cause un délai justifiable. L'avis indiquera la cause et les circonstances du délai ainsi que la partie des travaux affectée par le délai. Lorsque le représentant ministériel lui demandera de le faire, l'entrepreneur remettra une description dans une forme satisfaisante pour le Ministre de plans de rechange incluant des sources alternatives et tout autre moyen que l'entrepreneur utilisera pour remédier au délai et favoriser la prévention de tout délai futur. Après l'approbation écrite du Ministre des plans de rechange, l'entrepreneur mettra les plans de rechange en application et utilisera tous les moyens raisonnables pour recouvrer le temps perdu à la suite du délai justifiable.

- 
- 4.4 À moins que l'entrepreneur ne se conforme aux exigences de l'avis établies dans le contrat, tout délai constituerait un délai justifiable et sera considéré comme n'étant pas un délai justifiable.
- 4.5 Nonobstant le fait que l'entrepreneur se soit conformé aux exigences de **GC4.3**, Sa Majesté peut exercer tout droit d'interruption contenu dans **GC8**.

## **GC5 RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION**

- 5.1 L'entrepreneur indemnifera et prémunira Sa Majesté et le Ministre contre toutes les pertes ou les dommages, réclamations, coûts, dépenses, poursuites et autres procédures, faites, maintenues, déposés, portés en justice ou risquant d'être déposés ou portés en justice, pour toute raison, causés par ou attribuables à toute blessure ou décès d'une personne ou toute perte ou tout dommage à la propriété découlant de tout acte de négligence ou volontaire, omission ou retard de la part de l'entrepreneur, des employés ou agents de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux ou résultant de ces travaux.
- 5.2 L'entrepreneur indemnifera Sa Majesté et le Ministre pour tous les coûts, frais et dépenses de toute nature que Sa Majesté subit ou encourt lors ou en raison de toute réclamation, action en justice, poursuite et procédure pour l'utilisation de l'invention revendiquée par brevet, ou violation ou violation alléguée du droit d'auteur de tout brevet ou de tout concept industriel enregistré ou de tout droit d'auteur résultant du respect des obligations de la part de l'entrepreneur en vertu du contrat et en ce qui a trait à l'utilisation ou à l'élimination par Sa Majesté de toute chose fournie à la suite du contrat.
- 5.3 La responsabilité de l'entrepreneur d'indemnifier ou de rembourser Sa Majesté en vertu du contrat n'affectera pas ou ne causera pas de préjudice à Sa Majesté dans l'exercice de tout autre droit légal.
- 5.4 Il est entendu et convenu par les parties à la présente que Sa Majesté ne sera pas tenue responsable des réclamations concernant des décès, maladies, blessures ou incapacité que peuvent subir les employés ou agents à l'emploi de l'entrepreneur en raison de leur négligence lors de la prestation des services décrits dans la présente.
- 5.5 Il est également entendu et convenu par les parties à la présente que l'entrepreneur sera tenu responsable de tout dommage ou perte à la propriété de Sa Majesté occasionné par ou attribué à la prestation des services décrits dans la présente par les employés ou agents de l'entrepreneur.

## **GC6 AVIS**

- 6.1 Lorsqu'il est requis à l'une ou l'autre partie dans le contrat de donner ou de faire part d'avis, de demandes, de directives ou de toute autre communication, cela sera fait par écrit et la démarche ne sera valide que si les dits écrits sont livrés en personne,



---

envoyés par courrier recommandé, par télégramme ou par télex adressé à la partie à laquelle ils sont destinés à l'adresse mentionnée dans le contrat et tout avis, demande, directive ou autre communication sera jugé avoir été transmis lorsque le reçu postal de l'autre partie en fait foi dans le cas d'un envoi enregistré, lorsqu'il est transmis par un messenger dans le cas d'un télégramme et lorsqu'il est transmis dans le cas d'un télex. L'adresse de l'autre partie peut être changée sous réserve de l'envoi d'un avis selon les modalités prévues à cet effet.

## **GC7 EFFECTIFS ET MATÉRIAUX CANADIENS**

- 7.1 L'entrepreneur utilisera des effectifs et des matériaux canadiens pour accomplir les travaux dans les limites où ils sont disponibles et conformes à un budget raisonnable et à l'exécution rapide du travail.

## **GC8 RÉSILIATION OU SUSPENSION**

- 8.1 Le Ministre peut, sur avis écrit à l'entrepreneur, résilier ou suspendre les travaux concernant une ou toutes les parties des travaux non complétés.
- 8.2 Tous les travaux complétés par l'entrepreneur à la satisfaction de Sa Majesté conformément aux dispositions du contrat et, dans le cas de tous les travaux non complétés avant la remise d'un tel avis, Sa Majesté paiera à l'entrepreneur les coûts tels que fixés en vertu des dispositions du contrat et, en plus, un montant représentant des frais équitables et raisonnables à l'égard de tels travaux.
- 8.3 En plus du montant que sera payé à l'entrepreneur en vertu de **GC8.2**, l'entrepreneur sera remboursé pour les coûts pour l'entrepreneur d'un imprévu résultant de l'annulation des obligations à la suite d'un tel avis et des obligations encourues par l'entrepreneur ou auxquelles il est sujet en ce qui a trait aux travaux.
- 8.4 Les paiements et les remboursements en vertu des dispositions de **GC8** seront effectués sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction du Ministre que les coûts et dépenses ont réellement été encourues par l'entrepreneur et qu'ils sont également justes et équitables et qu'ils sont bien attribuables à la réalisation ou à la suspension des travaux ou de la partie complétée de ceux-ci.
- 8.5 L'entrepreneur ne pourra pas être remboursé de tout montant qui, pris dans son ensemble avec tout montant payé ou devenant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat, excède le prix du contrat applicable aux travaux ou à une partie précise de ceux-ci.
- 8.6 L'entrepreneur ne pourra pas faire de réclamation pour dommages, compensation, perte de profits, indemnité ou autre en raison ou découlant directement ou indirectement de toute mesure prise ou de tout avis donné par le Ministre en vertu des dispositions de **GC8**, sauf dans les cas expressément prévus dans la présente.

---

**GC9 RÉSILIATION SUITE AU DÉFAUT DE L'ENTREPRENEUR**

- 9.1 Sa Majesté peut, sur avis à l'entrepreneur, résilier les travaux en tout ou en partie si :
- (i) l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, ou une ordonnance de séquestre est émise contre l'entrepreneur, ou si un acte de cession est fait au nom de créanciers, ou si une ordonnance est décrétée ou si une résolution est adoptée pour la liquidation de l'entrepreneur, ou si l'entrepreneur profite de tout statut encore en vigueur en relation avec la faillite ou les débiteurs insolvable, ou
  - (ii) l'entrepreneur fait défaut de respecter toute obligation de l'entrepreneur en vertu du contrat ou, de l'avis du Ministre, fait ainsi défaut de faire progresser les travaux de façon à compromettre le rendement du contrat conformément à ses modalités.
- 9.2 Dans l'éventualité où Sa Majesté résilie les travaux en tout ou en partie en vertu de **GC9.1**, Sa Majesté peut prendre des arrangements, selon de telles modalités et d'une façon que Sa Majesté juge appropriée, pour les travaux à être complétés qui l'ont été, et l'entrepreneur sera responsable envers Sa Majesté de tout dépassement des coûts relié à la réalisation complète des travaux.
- 9.3 Après le parachèvement des travaux en vertu de **GC9.1**, le Ministre peut exiger que l'entrepreneur remette et transfère le droit à Sa Majesté, de la façon et selon les directives du Ministre, relatif à tous les travaux complétés qui n'ont pas été livrés et acceptés au préalable et à tout matériau ou travaux en cours que l'entrepreneur a spécifiquement acquis ou produit pour la réalisation du contrat. Sa Majesté paiera l'entrepreneur pour tous travaux de la sorte complétés et livrés conformément à une telle directive et acceptés par sa Majesté, les coûts de l'entrepreneur pour de tels travaux plus la fraction de tous les frais établis par le dit contrat et paiera ou remboursera à l'entrepreneur les coûts justes et raisonnables de l'entrepreneur pour tous les matériaux ou travaux en cours livrés à Sa Majesté conformément à une telle directive. Sa Majesté peut retenir des montants dus à l'entrepreneur de telles sommes que le Ministre juge nécessaires pour protéger Sa Majesté contre des coûts excessifs reliés au parachèvement des travaux.
- 9.4 L'entrepreneur ne pourra pas être remboursé de tout montant qui, considéré globalement avec tout montant payé ou devenant dû à l'entrepreneur en vertu du contrat, excède le prix du contrat applicable aux travaux ou à une partie précise de ceux-ci.
- 9.5 Si, après que le Ministre ait émis un avis de résiliation en vertu de **GC9.1**, il est jugé par le Ministre que le défaut de l'entrepreneur est du à des causes hors du contrôle de l'entrepreneur, un tel avis de résiliation sera jugé comme ayant été émis en vertu de **GC8.1** et les droits et obligations des parties à la présente seront sous la gouverne de **GC8.1**.

**GC10 DOSSIERS À ÊTRE CONSERVÉS PAS L'ENTREPRENEUR**

- 10.1 L'entrepreneur conservera les comptes et dossiers appropriés concernant les coûts des travaux et toutes les dépenses faites ou les engagements pris par l'entrepreneur, incluant les factures, les reçus et pièces justificatives, qui seront disponibles en temps opportun pour la vérification et l'inspection par les représentants autorisés du Ministre qui pourra en faire des copies et en utiliser des extraits.
- 10.2 L'entrepreneur facilitera la vérification et l'inspection et fournira aux représentants autorisés du Ministre les mêmes informations qu'au Ministre ou que ceux-ci peuvent de temps à autre demander en référence aux documents dont il est question dans la présente.
- 10.3 L'entrepreneur ne détruira pas les documents auxquels il est fait référence dans la présente sans le consentement écrit du Ministre mais les conservera et les tiendra disponibles pour la vérification et l'inspection pour une durée qui peut être spécifiée ailleurs dans le contrat ou, en l'absence d'une telle indication, pour une durée de deux ans suivant le parachèvement des travaux.

**GC11 APPARTENANCE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRES INCLUANT LES DROITS D'AUTEUR**

**Interprétation**

- 11.1 » Renseignements de base » se réfère à des informations techniques qui ne sont pas des renseignements originaux et qui appartient ou font partie de l'information confidentielle de l'entrepreneur, de ses sous-contractants ou de tout autre fournisseur de l'entrepreneur;
- 11.2 « Micrologiciel » signifie tout programme informatique mis en mémoire dans des circuits intégrés, dans la mémoire morte ou dans tout autre mécanisme similaire;
- 11.3 « Renseignements originaux » se réfère à toute Invention conçue, développée ou adaptée à l'origine à la pratique dans le cadre des travaux prévus par le contrat et à toutes les autres informations techniques conçues, développées ou produites dans le cadre des travaux prévus par le contrat;
- 11.4 « Droit de propriété intellectuelle » signifie tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi, incluant tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi (par exemple celles gérant les brevets, droits d'auteur, concepts industriels, topographie de circuits intégrés ou les droits des sélectionneurs), ou découlant de la protection des informations en tant que secret commercial ou information confidentielle;
- 11.5 « Invention » signifie tout art, processus, appareil, fabrication ou composition de matières nouveaux et utiles ou toute amélioration utile à cet égard, brevetable ou non;

- 
- 11.6 « Logiciel » signifie tout programme informatique, soit en code source ou en code objet (incluant les micrologiciels), toute documentation de programme informatique enregistrée sous toute forme possible de média et toute base de données informatiques, et inclut les modifications apportées à ces derniers;
- 11.7 « Information technique » signifie toutes les informations de nature scientifique, technique ou artistique reliées aux travaux, qu'elles soient orales ou enregistrées dans toute forme de média et sujettes ou non au droit d'auteur, incluant sans y être limité à toute invention, concept, méthode, processus, technique, savoir-faire, modèle, prototype, exemple, échantillon, schéma, donnée d'essai ou expérimentale, rapport, dessin, plan, spécification, photographie, collection d'informations, manuel et tout autre document, et logiciel. L'information technique n'inclut pas les données ayant trait à l'administration du contrat par le Canada ou l'entrepreneur, par exemple l'information interne liée aux finances ou à la gestion, à moins qu'elles ne constituent un produit livrable en vertu du contrat.
- 11.8 La politique du gouvernement du Canada est à l'effet que l'entrepreneur est le propriétaire des renseignements originaux créés par l'entrepreneur à la suite d'un contrat d'approvisionnement de la Couronne, sous réserve de :

### **Droit de licence**

L'entrepreneur déclare et garantit que l'entrepreneur a, ou que l'entrepreneur entreprend les démarches pour l'obtenir, le droit d'accorder au Canada la licence lui permettant d'exercer des droits de propriété intellectuelle à l'égard des renseignements originaux et des renseignements de base, tel que requis par le contrat.

- 11.9 La Couronne requière une licence libre de redevances pour avoir le droit d'utiliser, ou de permettre à une tierce partie de l'utiliser, les renseignements généraux appartenant à l'entrepreneur, pour les activités du gouvernement du Canada. Le droit d'utiliser les renseignements originaux pourrait inclure, sans y être limité, le droit de fabriquer, reproduire et modifier.

### **GC12 CONFLIT D'INTÉRÊT**

- 12.1 L'entrepreneur déclare que l'entrepreneur ne détient aucun intérêt pécuniaire dans l'entreprise de toute autre tierce partie qui causerait un conflit d'intérêt ou semblerait causer un conflit d'intérêt dans le cours de son travail. Si un tel conflit d'intérêt devait surgir pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devra le déclarer immédiatement au représentant ministériel.
- 12.2 Il est convenu, comme condition au contrat, que :

- (1) Aucun ancien fonctionnaire qui ne se conforme pas au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat n'obtiendra un avantage direct de ce contrat; et
- (2) pendant la durée du contrat, toute personne embauchée dans le cours de la réalisation de ce contrat devra se conformer aux principes du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat. Si des intérêts devaient être acquis pendant la durée de ce contrat qui causeraient un conflit d'intérêts ou sembleraient causer un écart à ces principes, l'entrepreneur devra le déclarer immédiatement au représentant ministériel.

### **GC13 STATUT DE L'ENTREPRENEUR**

Il s'agit ici d'un contrat de prestation de services et l'entrepreneur est embauché en vertu de ce contrat en tant qu'entrepreneur indépendant aux fins uniques de fournir un service. Ni l'entrepreneur ni aucun des employés de l'entrepreneur, n'est embauché par ce contrat à titre d'employé ou d'agent de Sa Majesté. L'entrepreneur convient d'être le seul responsable de tous les paiements et/ou déductions qui doivent être faits, incluant ceux requis pour le Régime de pensions du Canada ou le Régime de pensions du Québec, l'Assurance-emploi, les accidents du travail et l'impôt sur le revenu.

### **GC14 GARANTIE DE L'ENTREPRENEUR**

- 14.1 L'entrepreneur garantit que l'entrepreneur à la compétence nécessaire pour effectuer les travaux requis en vertu du contrat du fait que l'entrepreneur possède les titres et qualités nécessaires, incluant les connaissances, les compétences, les aptitudes et les habiletés pour effectuer les travaux.
- 14.2 L'entrepreneur garantit que l'entrepreneur fournira un service de qualité au moins égal à celui auquel les entrepreneurs s'attendraient généralement de la part d'un entrepreneur compétent dans une situation similaire.

### **GC15 DÉPUTÉ À LA CHAMBRE DES COMMUNES**

- 15.1 Aucun député à la Chambre des communes ne peut participer en aucune façon au présent contrat ni en tirer profit.

### **GC16 AMENDEMENTS**

- 16.1 Aucun amendement ni renonciation à aucune des modalités et dispositions du contrat ne sera considéré valide à moins que l'amendement ne soit fait par écrit.

### **GC17 EXHAUSIVITÉ DE L'ENTENTE**

17.1 Le contrat fait état de la totalité de la seule entente intervenue entre les parties relativement à l'objet du contrat et remplace toute négociation, communication ou autre entente antérieure s'y rapportant, à moins qu'elle ne soit intégrée par renvoi au contrat.

#### **GC18 INTERDICTIONS EN VERTU DU CODE CRIMINEL**

Le paragraphe 784(3) du Code criminel interdit à toute personne qui a été condamnée pour une offense de :

- Partie 121 - Fraudes envers le gouvernement
- Partie 124 - Achat ou vente d'une charge
- Partie 418 - Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté

de passer un contrat avec le gouvernement ou de tirer profit d'un contrat du gouvernement.

#### **GC19 ÉCO-LOGO**

19.1 L'entrepreneur devrait faire tous les efforts pour s'assurer que tous les documents préparés ou livrés en vertu de ce contrat sont imprimés recto-verso sur du papier recyclé certifié Éco-logo ou sur du papier ayant un contenu recyclé après consommation équivalent, dans la mesure où il est possible de s'en procurer.

#### **GC20 UTILISATION DES RÉSEAUX ÉLECTRONIQUES**

20.1 Lorsque la réalisation des travaux requière la présence de l'entrepreneur ou de tout autre employé dans les installations de la Couronne et/ou un accès à tout réseau électronique appartenant à la Couronne ou opéré par celle-ci, l'entrepreneur devra se conformer, et s'assurera que le personnel de l'entrepreneur s'y conforme également, à la Politique concernant l'utilisation des réseaux électroniques promulguée sous l'autorité du Ministre de l'Environnement.

#### **GC21 CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ**

21.1 Les parties prévoient qu'il sera peut-être nécessaire d'échanger des informations reliées à des processus fabriqués sous licence, des brevets, des marques de commerce, des savoir-faire ou d'autres informations reliées à cette entente et de nature confidentielle. Les parties préserveront la confidentialité de toutes les informations de cette nature pendant la durée de cette entente et pour une période de cinq ans après l'expiration ou la fin de cette entente. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, les parties conviennent que les modalités de cette entente sont confidentielles et chaque partie utilisera le même niveau de précautions pour éviter qu'elles ne soient divulguées à des tierces parties que celles utilisées pour protéger ses propres informations confidentielles de nature similaire.

## **PARTIE 6 CONDITIONS ADDITIONNELLES**

### **1. SANCTIONS INTERNATIONALES**

- 1.1 Les personnes et les entreprises au Canada sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada en vertu de la *Loi sur les Nations Unies*, L.R.C. (1985), ch. U-2, de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, L.C. (1992), ch. 17, ou de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, L.R.C. (1985), ch. E-19. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut pas accepter la livraison de biens ou services qui proviennent, directement ou indirectement, de pays sujets à des sanctions économiques. Au moment de l'attribution du contrat, les règlements suivants entraînent des sanctions économiques :
- a) Règlements Nations Unies Irak;
  - b) Règlements Nations Unies Libye;
  - c) Nations Unies République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)
- 1.2 Une condition de ce contrat est à l'effet que l'entrepreneur n'approvisionne pas le gouvernement du Canada avec des biens et services qui sont sujets à des sanctions économiques telles que décrites au paragraphe 1 ci-dessus.
- 1.3 Pendant la durée du contrat, s'il devait arriver que l'ajout d'un pays à la liste des pays sanctionnés ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services sanctionnés entraîne une impossibilité de rendement pour l'entrepreneur, la situation sera traitée par les parties en tant que force majeure. L'entrepreneur informera aussitôt le Canada de la situation; les procédures applicables aux forces s'appliqueront par la suite.

### **2. CLAUSE CONCERNANT LES LOBBYISTES**

- 2.1 Certification - Honoraires conditionnels :
- 2.1.1 L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé remplissant les fonctions habituelles liées à son poste.
- 2.1.2 Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport avec la demande de propositions. à l'obtention ou à la négociation du contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au contrat seront assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.;

2.1.3 Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente Partie ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Ministre pourra soit résilier le contrat pour défaut d'exécution conformément aux dispositions pertinentes contenues dans le contrat, soit recouvrer de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels

2.2 Dans cette Partie :

2.2.1 « Honoraires conditionnels » signifient tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée au contrat.

2.2.2 « Employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;

2.2.3 « Personne » comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes, L.R.C. (1985), ch. 44 (4<sup>e</sup> suppl.), et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.

### **3. EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

3.1 L'entrepreneur et/ou le personnel assigné à ce contrat doivent posséder une vérification de base de la fiabilité conformément à la Politique en matière de sécurité du gouvernement du Canada.

### **4. TAXES DE VENTE PROVINCIALES**

4.1 L'entrepreneur ne facturera ni ne collectera aucune taxe de vente ad valorem imposée par la province où les biens ou les services taxables sont livrés aux ministères du gouvernement fédéral sous l'autorité des licences de taxes de vente provinciales suivantes :

Colombie-Britannique	005521
Île-du-Prince-Édouard	OP-10000-250
Manitoba	390516-0
Nouvelle-Écosse	U84-00-03172-3
Nouveau-Brunswick	P87-60-01648
Ontario	11708174G
Québec	Q-398-SS-3921-1-P
Terre-Neuve	32243-0-09





Dans toutes les autres provinces, les taxes de vente provinciales ne s'appliquent pas aux biens ou aux services taxables livrés aux ministères ou organismes du gouvernement fédéral en vertu de ce contrat.

L'entrepreneur n'est pas dispensé de toute obligation de payer les taxes de vente provinciales sur les biens et services taxables que l'entrepreneur utilise ou consomme lors de l'exécution de ce contrat.

Les taxes d'accise provinciales sur la quantité de gallons des combustibles liquides doivent être imposées à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Ontario. Dans les autres provinces, ces taxes ne s'appliquent pas.

### **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi**

Les organisations qui sont assujetties au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi (PCF-ÉE) mais qui ont été déclarées non admissibles pour obtenir un contrat fédéral de biens et de services au-delà du seuil de lancement d'appels d'offres stipulé dans le *Règlement sur les marchés de l'État* (RMÉ) (actuellement de 25 000 \$ incluant les taxes applicables par Développement des ressources humaines Canada-Travail (DRHC-Travail), soit à la suite d'un constat de non conformité ou suivant leur retrait volontaire du PCF-ÉE) pour une raison autre qu'une réduction de leurs effectifs, ont été avisées par DRHC-Travail qu'en conséquence de ce geste, elles ne sont plus admissibles à recevoir un contrat du gouvernement au-delà de ce seuil. En conséquence, leur numéro de certificat a été annulé et leur nom a été inscrit sur la Liste des entrepreneurs non admissibles de DRHC-Travail. Les soumissions de telles organisations seront considérées non conformes.

On demande au soumissionnaire de certifier qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par DRHC-Travail pour recevoir des contrats du gouvernement au-delà du seuil du RMÉ de lancement d'un appel d'offres (actuellement de 25 000 \$) à la suite d'un constat de non conformité ou pour s'être volontairement retiré du PCF-ÉE pour une raison autre qu'une réduction de ses effectifs.

Signature du représentant autorisé : \_\_\_\_\_

Le soumissionnaire reconnaît que le Ministre se fiera à cette certification pour attribuer le contrat. S'il advenait qu'une vérification du Ministre découvre une information fautive de la part du soumissionnaire, le Ministre aura le droit de considérer tout contrat résultant de cette soumission comme étant en défaut.

### Attestation ancien fonctionnaire – Besoins concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPPF), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPPF. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( )  
**Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPPF, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l' [Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### **Programme de réduction des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **Oui** ( ) **No** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

### **Attestation**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les renseignements fournis par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus sont exacts et complets.

---

Signé/Nom d'impression

---

Date